



Avant-propos

Permettre aux citoyens de tirer parti d'une économie mondialisée est l'un des objectifs ultimes des décideurs politiques, qui s'emploient dès lors à améliorer la politique de l'éducation, à garantir la qualité de l'offre de service, à progresser sur la voie de l'égalité des chances dans l'éducation et à rendre la scolarisation plus efficiente.

Ces politiques dépendent d'informations fiables sur l'efficacité avec laquelle les systèmes d'éducation préparent les élèves à relever les défis que l'avenir leur réserve. La plupart des pays suivent l'évolution des acquis des élèves et du rendement des établissements. Toutefois, dans une économie mondialisée, évaluer les progrès des systèmes d'éducation à l'aune de normes nationales ne suffit plus, il faut aussi les mesurer sous une perspective internationale. L'OCDE a relevé ce défi avec la mise en œuvre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui évalue la qualité, l'équité et l'efficacité des systèmes d'éducation dans quelque 70 pays qui, ensemble, représentent neuf dixièmes de l'économie mondiale. L'enquête PISA est l'expression de la volonté des gouvernements des pays de l'OCDE d'étudier, de façon suivie et à l'intérieur d'un cadre conceptuel approuvé à l'échelle internationale, les résultats des systèmes d'éducation. Elle sert de base à la collaboration internationale dans le domaine de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques d'éducation.

Les résultats du cycle PISA 2009 révèlent de fortes disparités dans le rendement des systèmes d'éducation, tant entre les pays qu'au sein même de ceux-ci. Les systèmes d'éducation qui affichent un rendement de l'apprentissage élevé et équitable et qui enregistrent des progrès rapides montrent aux autres les possibilités d'accomplissements. Le PIB par habitant influe sur les résultats scolaires, certes, mais il n'explique que 6 % de la variation de la performance moyenne des élèves. Les 94 % restants donnent la mesure de la marge d'amélioration qui dépend des pouvoirs publics. La réussite remarquable de Shanghai (Chine), qui devance largement les autres pays et économies dans tous les classements de ce cycle, montre l'ampleur de l'accomplissement possible malgré des ressources économiques peu élevées et une situation sociale contrastée. En mathématiques, plus d'un quart des adolescents de 15 ans de Shanghai (Chine) sont capables de conceptualiser, de généraliser et d'utiliser de manière créative des informations sur la base de leurs propres recherches et de la modélisation de problèmes complexes. Ils possèdent une grande faculté de compréhension et sont capables de concevoir de nouvelles approches et stratégies pour aborder des situations qu'ils n'ont jamais rencontrées. Dans les pays de l'OCDE, 3 % à peine des élèves atteignent ce niveau de compétence.

Un rendement élevé de l'éducation est un indicateur très probant des perspectives de croissance économique, que la richesse et les budgets publics ne suffisent toutefois pas à obtenir. Dans l'ensemble, l'enquête PISA révèle que l'image d'un monde où les pays riches au niveau de compétence élevé se démarquent nettement des pays pauvres au niveau de compétence peu élevé appartient bel et bien au passé.

Ce constat est autant une mise en garde qu'une ouverture. C'est une mise en garde pour les pays « développés » qui ne peuvent partir du principe qu'ils auront toujours un « capital humain » supérieur à celui d'autres régions du monde. À l'heure où la concurrence mondiale s'intensifie, ces pays devront redoubler leurs efforts pour entretenir une base de savoirs et de savoir-faire qui s'adapte à l'évolution de la demande.

L'enquête PISA montre en particulier que de nombreux pays développés doivent s'attaquer au problème des performances médiocres pour faire en sorte que la plus grande partie possible de leur main-d'œuvre possède au moins le niveau de compétence requis pour contribuer à leur développement social et économique. Le coût social et économique important d'un rendement insuffisant de l'éducation dans les économies développées risque de ralentir fortement le développement économique dans les pays à hauts salaires. Il ressort également de l'enquête PISA qu'un revenu national peu élevé ne va pas nécessairement de pair avec de piètres performances, un constat important pour les pays qui doivent accomplir davantage avec moins de moyens.



L'enquête PISA montre aussi que la situation n'a rien de désespéré. Des pays, partis de niveaux différents, apportent la preuve qu'il est possible de rehausser sensiblement le rendement de l'éducation. Ainsi, la Corée avait déjà obtenu un score moyen élevé en 2000, mais la classe politique nationale avait constaté qu'une petite élite seulement confinait à l'excellence lors des épreuves PISA. En moins d'une dizaine d'années, la Corée a réussi à doubler le pourcentage d'élèves très performants en compréhension de l'écrit. La Pologne a lancé une grande réforme de son système d'éducation qui lui a permis de diminuer fortement la variabilité de la performance entre les établissements, de réduire le pourcentage d'élèves peu performants et d'accroître son score moyen dans une mesure qui représente l'équivalent de plus d'une demi-année d'études. À l'annonce de sa performance inférieure à la moyenne et de fortes disparités sociales dans ses résultats lors de la publication du rapport sur le cycle PISA 2000, l'Allemagne a pris des mesures énergiques et a réussi à progresser sur les deux fronts. Israël, l'Italie et le Portugal se sont rapprochés de la moyenne de l'OCDE et le Brésil, le Chili, le Mexique et la Turquie comptent parmi les pays qui affichent d'impressionnants gains de performance alors qu'ils partaient de niveaux très faibles.

Le plus grand atout de l'enquête PISA réside toutefois dans sa capacité à amener les pays à redoubler leurs efforts pour aider les élèves à mieux apprendre, les enseignants à mieux enseigner et les systèmes d'éducation à mieux travailler.

L'analyse plus approfondie des systèmes d'éducation très performants qui s'améliorent rapidement montre que ces systèmes ont de nombreuses caractéristiques communes qui transcendent les différences historiques, culturelles et économiques qui s'observent dans leur évolution.

La plupart des nations proclament leur engagement à l'égard de l'éducation, certes, mais toute la question est de savoir quelle priorité elles accordent à cet engagement par rapport à d'autres domaines de l'action publique. Quel salaire les enseignants perçoivent-ils par comparaison avec d'autres professions hautement qualifiées ? Que représentent les diplômes à côté d'autres qualifications lorsqu'il s'agit de choisir parmi plusieurs candidats à l'embauche ? Voudriez-vous voir votre enfant embrasser la profession d'enseignant ? Quel intérêt les médias portent-ils à l'école ? Et, plus important encore, la place qu'occupe un pays dans un classement sportif compte-t-elle plus que sa place dans un classement du rendement scolaire ? Les parents sont-ils plus susceptibles d'encourager leurs enfants à suivre des études plus longues et plus difficiles que de les inciter à pratiquer des activités sportives ou à passer plus de temps avec leurs amis ?

En premier lieu, dans les systèmes d'éducation les plus performants, les politiques et les partenaires sociaux ont convaincu les citoyens de faire les choix qui s'imposent pour montrer que l'éducation compte plus que tout. Attacher une grande valeur à l'éducation ne sert toutefois pas à grand-chose si les enseignants, les parents et les citoyens sont persuadés que seule une petite élite de la nation peut ou doit atteindre les normes les plus élevées. Ce rapport montre sans équivoque que dans l'ensemble, les systèmes d'éducation où il est d'usage de croire que la destinée professionnelle des élèves est toute tracée et qui en attendent des résultats différents et les orientent vers des filières différentes accusent de fortes disparités sociales. En revanche, les systèmes d'éducation les plus performants accueillent les élèves dans toute leur diversité, c'est-à-dire quels que soient leurs aptitudes, leurs centres d'intérêt et leur milieu social, et leur proposent des approches individualisées à l'égard de l'apprentissage.

En deuxième lieu, les systèmes d'éducation très performants se distinguent par des objectifs ambitieux clairs qui sont partagés par toutes leurs composantes, une priorité à l'acquisition de facultés de raisonnement complexe ou supérieur et une offre de passerelles et de systèmes d'enseignement de haut vol. Dans ces systèmes, chacun sait à quoi correspond une qualification et connaît le contenu à étudier et le niveau de performance à atteindre pour l'obtenir. Les élèves ne peuvent passer à l'étape suivante – que ce soit travailler ou poursuivre des études – s'ils n'apportent pas la preuve qu'ils sont qualifiés pour l'entamer. Ils savent ce qu'ils ont à faire pour réaliser leur ambition et s'emploient à y parvenir.

En troisième lieu, la qualité d'un système d'éducation repose prioritairement sur la qualité de ses enseignants et de ses chefs d'établissement, puisque le rendement des élèves est en fin de compte le fruit de ce qui se passe en classe. Les associations professionnelles et les gouvernements nationaux savent bien qu'ils doivent prendre garde à la façon dont est constitué le vivier dans lequel ils recrutent et à leurs pratiques de sélection à la formation initiale des candidats à l'embauche, à l'encadrement des nouvelles recrues et à leur accompagnement lors de leur entrée en fonction, à la formation continue, à la structure du système de rémunération, à la façon dont ils récompensent les éléments les plus performants et dont ils améliorent les performances des éléments en difficulté, et à ce qu'ils prévoient pour amener les plus performants à prendre plus de responsabilités et améliorer leur statut.



Parmi les systèmes d'éducation les plus performants, nombreux sont ceux qui ont abandonné des environnements bureaucratiques de direction pour adopter des structures dans lesquelles les personnels de première ligne ont nettement plus d'emprise sur l'affectation des ressources, le déploiement des ressources humaines et l'organisation du travail et ses procédures. Ces systèmes confèrent un pouvoir de décision relativement important à la direction et au corps enseignant des établissements à propos de l'affectation des ressources, une caractéristique dont ce rapport établit qu'elle est étroitement liée à la performance scolaire si elle va de pair avec des systèmes efficaces de responsabilisation. Ils offrent un environnement dans lequel les enseignants collaborent pour mettre en œuvre les pratiques qu'ils jugent efficaces, éprouver sur le terrain les approches qu'ils conçoivent pour confirmer leur pertinence, et évaluent leurs collègues pour déterminer s'ils appliquent dans leur classe des pratiques dont l'efficacité est établie.


Enfin, point important s'il en est, l'accomplissement le plus impressionnant de ces systèmes d'éducation est sans doute la grande qualité de l'offre d'éducation dans l'ensemble du système scolaire, qui permet à chaque élève de bénéficier d'excellentes possibilités d'apprentissage. Pour ce faire, ils affectent les ressources de l'éducation aux postes où elles sont les plus utiles, ils amènent les enseignants les plus talentueux à prendre en charge les classes les plus difficiles et font des choix budgétaires qui privilégient la qualité des enseignants.

Ces politiques ne sont naturellement pas conçues et mises en œuvre indépendamment les unes des autres. Elles doivent s'aligner sur tous les aspects du système et être appliquées de manière cohérente pendant des périodes prolongées. Des obstacles politiques et pratiques peuvent entraver la marche de la réforme. Passer d'une direction administrative et bureaucratique à un contrôle professionnel peut être contre-productif dans les pays où les enseignants et les établissements ne sont pas encore en mesure d'appliquer ces politiques et pratiques. La délégation de l'autorité peut être source de problèmes en l'absence de consensus à propos de ce que les élèves doivent savoir et doivent être capables de faire. Recruter des enseignants de qualité n'est guère possible si les candidats à la profession d'enseignant considèrent le système de formation initiale inefficace : ils ne l'investiront pas et se tourneront vers d'autres professions. La réussite de ces transitions dépend donc dans une très grande mesure de la qualité des projets conçus et mis en œuvre pour garantir à tout moment une cohérence maximale dans le système.

Tous ces défis sont colossaux, d'autant qu'il deviendra plus difficile de concevoir des politiques efficaces d'éducation puisque les établissements doivent préparer les élèves à s'adapter à des changements plus rapides que jamais, à exercer des professions qui n'existent pas encore, à utiliser des applications technologiques qui n'ont pas encore été inventées et à résoudre des problèmes économiques et sociaux dont on ignore encore la nature ou la survenance. Les systèmes d'éducation performants aujourd'hui, comme ceux qui se distinguent par un rythme rapide d'amélioration apportent la preuve qu'il est possible de relever ces défis. Le monde n'a que faire des traditions et des réputations d'antan, ne pardonne ni la faiblesse, ni la complaisance, et ignore les us et coutumes. Les individus et les pays qui ont toutes les chances de réussir sont ceux qui ont une grande faculté d'adaptation, qui ne se plaignent pas en permanence et qui sont ouverts au changement. Il revient aux gouvernements de faire en sorte que leur pays relève ce défi. L'OCDE les soutiendra dans leurs efforts.

Ce rapport est le fruit des efforts concertés des pays participant à l'enquête PISA, des experts et des institutions qui œuvrent au sein du consortium PISA, et du Secrétariat de l'OCDE. Il a été rédigé par Andreas Schleicher, Francesca Borgonovi, Michael Davidson, Miyako Ikeda, Maciej Jakubowski, Guillermo Montt, Sophie Vayssettes et Pablo Zoido, de la Direction de l'éducation de l'OCDE, avec les conseils analytiques et les contributions éditoriales de Marilyn Achiron, Simone Bloem, Marika Boiron, Henry Braun, Nihad Bunar, Niccolina Clements, Jude Cosgrove, John Cresswell, Aletta Grisay, Donald Hirsch, David Kaplan, Henry Levin, Juliette Mendelovitz, Christian Monseur, Soojin Park, Pasi Reinikainen, Mebrak Tareke, Élisabeth Villoutreix et Allan Wigfield. Le volume II s'inspire également des travaux analytiques menés par Jaap Scheerens et Douglas Willms dans le cadre du cycle PISA 2000. La gestion administrative a été assurée par Juliet Evans et Diana Morales.

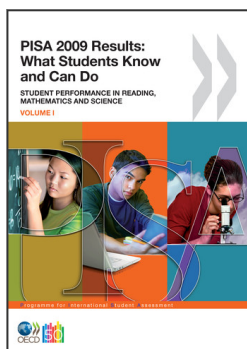
Les instruments d'évaluation de l'enquête PISA et les données sur lesquelles se base ce rapport ont été préparés par le consortium PISA, sous la direction de Raymond Adams, de l'Australian Council for Educational Research (ACER), et de Henk Moelands, de l'Institut néerlandais d'évaluation en éducation (CITO). Irwin Kirsch a présidé le groupe d'experts qui a dirigé la rédaction du cadre d'évaluation de la compréhension de l'écrit et la conception des instruments y afférents.



La rédaction du rapport a été dirigée par le Comité directeur PISA, dont Lorna Bertrand (Royaume-Uni) est la présidente et Beno Csapo (Hongrie), Daniel McGrath (États-Unis) et Ryo Watanabe (Japon) sont les vice-présidents. À l'annexe C des volumes figure la liste des membres des différents organes de l'enquête PISA, ainsi que des experts et consultants qui ont apporté leur contribution à ce rapport en particulier et à l'enquête PISA en général.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE



Extrait de :

PISA 2009 Results: What Students Know and Can Do

Student Performance in Reading, Mathematics and Science
(Volume I)

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264091450-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Gurría, Angel (2011), « Avant-propos », dans OCDE, *PISA 2009 Results: What Students Know and Can Do : Student Performance in Reading, Mathematics and Science (Volume I)*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264097643-1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.